AW

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 38.346/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 21 avril 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 31 mars 2003 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge", a donné le 18 mai 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Article 5

L'article 5 du projet tend à modifier l'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 31 mars 2003 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge.

L'article 3, 1°, de l'arrêté royal du 28 janvier 2004 portant modification de cet arrêté royal du 31 mars 2003, précité, remplace, dans ce paragraphe 2, la première phrase de l'alinéa 1er par la disposition suivante :

> "Sauf lorsque les modalités de publicité sont déterminées par ou en vertu du Code des sociétés, les informations que les émetteurs rendent publiques en vertu des chapitres III et IV du présent arrêté, à l'exception de celles visées à l'article 5, alinéa 1er, 2° et 4°, à l'article 6, § 1er, 1°, à l'article 9, à l'article 10, alinéa 1er, et à l'article 11, sont publiées par insertion dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique."

L'article 5, 1°, du projet a pour objet d'insérer à la suite de cette phrase la suivante :

"Pour les informations concernant les assemblées générales visées à l'article 5, alinéa 1er, 1° [1], l'application éventuelle des modalités de publicité déterminées par ou en vertu du Code des sociétés ne suffit que si elle entraîne la publication par insertion dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique."

Le rapport au Roi joint au projet expose à cet égard ce qui suit :

"En vue d'une simplification administrative, les dispositions des articles 533 et 570 du Code des sociétés concernant les modalités de l'annonce des assemblées générales de sociétés anonymes belges ont été modifiées par la loi programme du 27 décembre 2004, publiée au Moniteur belge du 31 décembre 2004. Dans le prolongement, il est proposé de modifier également l'arrêté royal du 31 mars 2003. La modification proposée vise d'une part à concilier la simplification administrative avec une bonne information des détenteurs d'instruments financiers de sociétés cotées, et d'autre part à assurer la sécurité juridique. En principe, les sociétés cotées continueront en effet à être tenues de publier dans la presse une convocation, car l'ordre du jour de leur assemblée annuelle se limitera rarement aux comptes annuels, au rapport de gestion, au rapport du commissaire et à la décharge. En vue d'assurer la sécurité juridique, il s'indique toutefois de maintenir pour toutes les assemblées générales d'entreprises cotées belges - en ce compris les assemblées annuelles dont question ci-dessus - une annonce par voie de presse. (Cet objectif est réalisé par l'insertion d'une disposition spécifique en la matière dans l'arrêté royal du 31 mars 2003. Cette insertion a également pour effet que les émetteurs belges demeureront soumis au même régime que les émetteurs étrangers : ceux-ci sont en effet également tenus - en vertu de l'article 14, §§ 2 et 4, de l'arrêté royal du 31 mars 2003 - de publier leurs convocations ou les annonces qui y font référence dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique."

---

(1) "Art. 5. En particulier, les émetteurs rendent publics en Belgique dans les meilleurs délais :
1° toute information nécessaire à l'exercice, par les détenteurs d'instruments financiers, de leurs droits sociétaires ou liés à la détention des instruments financiers, en ce compris le lieu, la date et l'ordre du jour des assemblées générales et le mode de participation à celles-ci;
(...).

L'article 533 du Code des sociétés détermine les modalités de convocation des assemblées générales des actionnaires des sociétés anonymes; remplacé par l'article 511 de la loi-programme du 27 décembre 2004, il dispose désormais comme suit :

"Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées :

a) quinze jours au moins avant l'assemblée, dans le Moniteur belge.

Pour les sociétés cotées, ce délai est porté à vingt-quatre jours au moins avant l'assemblée : pour les sociétés cotées qui recourent à la procédure de date d'enregistrement définie à l'article 536, alinéa 3, ce délai est porté à vingt-quatre jours au moins avant la date d'enregistrement; si une nouvelle convocation est nécessaire et que la date de la deuxième assemblée a été indiquée dans la première convocation, le délai est porté à dix-sept jours au moins avant l'assemblée ou, le cas échéant, dix-sept jours au moins avant la date d'enregistrement;

b) sauf pour les assemblées générales annuelles qui se tiennent dans la commune aux lieu, jour et heure indiqués dans l'acte constitutif et dont l'ordre du jour se limite à l'examen des comptes annuels, le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport des commissaires et au vote sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires, quinze jours au moins avant l'assemblée, dans un organe de presse de diffusion nationale.

Pour les sociétés cotées, ce délai est porté à vingt-quatre jours au moins avant l'assemblée; pour les sociétés cotées qui recourent à la procédure de date d'enregistrement définie à l'article 536, alinéa 3, l'insertion doit avoir lieu au moins vingt-quatre jours avant la date d'enregistrement; si une nouvelle convocation est nécessaire et que la date de la deuxième assemblée a été indiquée dans la première convocation, la convocation pour la deuxième assemblée doit avoir lieu dix-sept jours au moins avant l'assemblée ou, le cas échéant, dix-sept jours au moins avant la date d'enregistrement.

Ces convocations seront communiquées, quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires, porteurs d'obligations ou titulaires d'un droit de souscription en nom, aux titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société, aux administrateurs et aux commissaires; cette communication se fait par lettre ordinaire sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand l'ensemble des actions, obligations, droits de souscription ou certificats émis avec la collaboration de la société est nominatif, il est possible de se limiter à la communication des convocations; cette communication se fait par lettre recommandée à la poste sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication.

L'ordre du jour doit contenir l'indication des sujets à traiter ainsi que, pour les sociétés ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, les propositions de décision."

L'article 570 du Code des sociétés détermine, quant à lui, les modalités de convocation des assemblées générales des obligataires des sociétés anonymes; remplacé par l'article 512 de la loi-programme du 27 décembre 2004, il dispose désormais comme suit :

"Les convocations à l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par annonce insérée au moins quinze jours avant l'assemblée, dans le Moniteur belge et dans un organe de presse de diffusion nationale. Ces convocations seront communiquées quinze jours avant l'assemblée aux obligataires en nom; cette communication se fait par lettre recommandée à la poste sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication. Quand toutes les obligations sont nominatives, il est possible de se limiter à la communication des convocations; cette communication se fait par lettre recommandée à la poste sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication. L'ordre du jour contient l'indication des sujets à traiter ainsi que les propositions de décisions qui seront soumises à l'assemblée."

La simplification résultant de ces nouvelles dispositions est ainsi commentée dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi-programme du 27 décembre 2004 [2] :

"Art. 491

Cette disposition vise une simplification pour les sociétés anonymes, même quand elles ont émis des titres au porteur. Dans ce dernier cas, l'identité des détenteurs des titres au porteur n'est pas toujours connue et il faut appliquer des règles particulières de sorte que de telles personnes soient averties des assemblées générales. (...)

---

(2) Doc. parl., Chambre, session 2004-2005, n° 51, 1437/1, pp. 311 à 313.

Afin de réduire les frais et charges administratives pour les entreprises, cette disposition crée la possibilité de convoquer régulièrement une assemblée générale par la seule publication dans le Moniteur belge, pour les assemblées générales annuelles qui se tiennent dans la commune, au lieu mentionné dans l'acte constitutif, lequel est publié au Moniteur belge, et aux jour et heure indiqués par les statuts, publiés également au Moniteur belge (article 552 C. Soc.) et - en ce qui concerne le jour et l'heure - indiqué sur l'action au porteur (article 466 C. Soc.). Cette assemblée générale annuelle a pour objet au premier chef d'examiner les comptes annuels et le rapport de gestion élaboré par l'organe d'administration de la société, de voter la décharge des administrateurs et, si la société a nommé un commissaire, d'entendre celui-ci en son rapport et de voter sa décharge. Les sociétés sont en outre invitées à publier cette information sur leur site web également.

Ceci est une réalisation d'une réduction d'une charge administrative qui est proposée depuis longtemps (voyez WYMEERSCH, E., en VAN DER ELST, C., «De werking van de algemene vergadering in de Belgische beursgenoteerde ondernemingen : een empirisch onderzoek», RDC, 1997, 72-92 : «On ne voit pas pourquoi une convocation pour une assemblée annuelle doit être publiée dans la presse puisque cette assemblée doit être organisée chaque année, sur la même date et dans la plupart des cas aussi dans le même endroit et avec le même ordre du jour (…) Puisque les convocations actuelles ne sont rien de plus qu'un mémento, on peut aussi faire appel à d'autres moyens qui coûtent moins »).

La convocation aux assemblées générales qui ne satisfont pas aux conditions susmentionnées sera simplifiée également. Quoique la société devra encore faire une publication dans la presse dans ces cas, le nombre de publications est réduit de 4 actuellement (deux fois deux dans la presse régionale et nationale) en une seule publication dans la presse nationale (et une annonce dans le Moniteur belge).

De cette façon, la législation belge deviendra plus conforme à la pratique dans nos pays voisins : en France par exemple, une seule publication suffit pour les sociétés non cotées.

Les délais applicables aux sociétés cotées ont été modifiés afin d'éviter que la suppression de l'obligation d'une convocation double résulte en un raccourcissement du délai de convocation minimal.

Art. 492

Cet article introduit une modification similaire pour les assemblées générales des obligataires dans une SA."

Ces nouvelles dispositions du Code des sociétés réalisant la simplification des modalités de publicité des convocations aux assemblées générales ne laissent aucune place à un règlement différent pour les sociétés cotées de droit belge, tel le régime dérogatoire prévu par l'article 5, 1°, du projet.

En particulier, l'article 10, § 1er, 1° à 5°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, sur lequel se fonde le projet, ne permet pas de déroger de la sorte, par arrêté royal, aux règles imposées par le Code des sociétés.

En l'absence de toute habilitation légale prévue à cet effet, l'article 5 du projet doit être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.346/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 april 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 maart 2003 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een Belgische gereglementeerde markt", heeft op 18 mei 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 5

Artikel 5 van het ontwerp strekt ertoe artikel 14, § 2, te wijzigen van het koninklijk besluit van 31 maart 2003 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een Belgische gereglementeerde markt.

Artikel 3, 1°, van het koninklijk besluit van 28 januari 2004 tot wijziging van dit voormelde koninklijk besluit van 31 maart 2003, vervangt in die paragraaf 2, de eerste zin van het eerste lid door de volgende bepaling :

> " Behalve wanneer de regels inzake openbaarmaking zijn vastgesteld door of krachtens het Wetboek van vennootschappen, wordt de informatie die de emittenten bekendmaken krachtens de hoofdstukken III en IV van dit besluit, met uitzondering van die bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° en 4°, in artikel 6, § 1, 1°, in artikel 9, in artikel 10, eerste lid en in artikel 11, gepubliceerd door opneming in één of meer dagbladen die landelijk of in grote oplage in België worden verspreid".

Artikel 5, 1°, van het ontwerp heeft tot doel na deze zin de volgende zin in te voegen :

"Voor de informatie betreffende algemene vergaderingen bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, [1] volstaat de eventuele toepassing van de regels inzake openbaarmaking die zijn vastgesteld door of krachtens het Wetboek van vennootschappen, enkel wanneer deze leidt tot de publicatie door opneming in één of meer dagbladen die landelijk of in grote oplage in België worden verspreid."

In het verslag aan de Koning, dat bij het ontwerp is gevoegd, wordt in dat verband het volgende gesteld :

"Met het oog op administratieve vereenvoudiging werden de in de artikelen 533 en 570 van het Wetboek van vennootschappen opgenomen modaliteiten voor de aankondiging van algemene vergaderingen van Belgische naamloze vennootschappen gewijzigd door de Programmawet van 27 december 2004, die gepubliceerd werd in het Belgisch Staatsblad van 31 december 2004. In het verlengde hiervan wordt voorgesteld ook het koninklijk besluit van 31 maart 2003 te wijzigen. De voorgestelde wijziging heeft de bedoeling administratieve vereenvoudiging te verzoenen met een goede informatieverstrekking aan de houders van financiële instrumenten van genoteerde vennootschappen en betracht eveneens rechtszekerheid . In principe zullen genoteerde vennootschappen immers nog steeds een oproeping via de pers moeten publiceren, omdat de agenda van hun jaarvergadering zelden beperkt zal zijn tot de jaarrekening, het jaarverslag, het verslag van de commissaris en de kwijting. Met het oog op de rechtszekerheid is het evenwel aangewezen om voor alle algemene vergaderingen van Belgische genoteerde ondernemingen - ook voor de jaarvergaderingen waarvan hierboven sprake een aankondiging via de pers te behouden. Dit wordt verwezenlijkt middels de inlassing van een specifieke bepaling hieromtrent in koninklijk besluit van 31 maart 2003. Door de inlassing van deze bepaling wordt er tevens voor gezorgd dat de Belgische emittenten onderworpen zullen blijven aan hetzelfde regime als de buitenlandse emittenten : deze emittenten zijn immers ook - krachtens artikel 14, §§ 2 en 4 van het koninklijk besluit van 31 maart 2003 - verplicht hun oproepingen of de advertenties die ernaar verwijzen openbaar te maken in één of meer dagbladen die landelijk of in grote oplage in België worden verspreid."

---

(1) "Art. 5. Inzonderheid maken de emittenten in België zo snel mogelijk bekend :
1° alle informatie die nodig is voor de uitoefening, door de houders van financiële instrumenten, van hun vennootschapsrechten of van de rechten verbonden aan het houden van financiële instrumenten, met inbegrip van de plaats, de datum en de agenda van de algemene vergaderingen en de manier waarop zij aan die vergaderingen kunnen deelnemen;
(...).

.../...

Artikel 533 van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt de wijze waarop de algemene vergaderingen van de aandeelhouders van naamloze vennootschappen moeten worden bijeengeroepen; het is vervangen bij artikel 511 van de programmawet van 27 december 2004 en bepaalt thans het volgende :

"De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda en zij worden gedaan door middel van een aankondiging die wordt geplaatst :

a) ten minste vijftien dagen voor de vergadering, in het Belgisch Staatsblad. Voor genoteerde vennootschappen bedraagt deze termijn ten minste vierentwintig dagen voor de vergadering : voor genoteerde vennootschappen die gebruik maken van de in artikel 536, derde lid, bepaalde procedure van de registratiedatum, bedraagt deze termijn ten minste vierentwintig dagen voor de registratiedatum; ingeval een nieuwe oproeping nodig is en de datum van de tweede vergadering werd vermeld in de eerste oproeping, bedraagt de termijn ten minste zeventien dagen voor de vergadering of in voorkomend geval, ten minste zeventien dagen voor de registratiedatum;

b) behalve voor jaarvergaderingen die plaatsvinden in de gemeente, op de plaats, de dag en het uur aangeduid in de oprichtingsakte met een agenda die zich beperkt tot de behandeling van de jaarrekening, het jaarverslag en, in voorkomend geval, het verslag van de commissarissen en de stemming over de kwijting te verlenen aan de bestuurders en, in voorkomend geval, de commissarissen, ten minste vijftien dagen voor de vergadering, in een nationaal verspreid blad.

Voor genoteerde vennootschappen bedraagt deze termijn ten minste vierentwintig dagen voor de vergadering; voor genoteerde vennootschappen die gebruik maken van de in artikel 536, derde lid, bepaalde procedure van de registratiedatum, moet de aankondiging ten minste vierentwintig dagen voor de registratiedatum plaatsvinden; ingeval een nieuwe oproeping nodig is en de datum van de tweede vergadering werd vermeld in de eerste oproeping, moet de aankondiging voor de tweede vergadering ten minste zeventien dagen voor de vergadering plaatsvinden, of in voorkomend geval, ten minste zeventien dagen voor de registratiedatum.

Aan de houders van aandelen, obligaties of warrants op naam, aan de houders van certificaten op naam, die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, aan de bestuurders en aan de commissarissen worden de oproepingen vijftien dagen voor de vergadering meegedeeld; deze mededeling geschiedt door middel van een gewone brief tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een andere communicatiemiddel te ontvangen; van de vervulling van deze formaliteit behoeft geen bewijs te worden overgelegd.

Wanneer alle aandelen, obligaties, warrants of certificaten die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, op naam zijn, kan met mededeling van de oproepingen worden volstaan; dergelijke mededeling geschiedt door middel van een ter post aangetekende brief tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een andere communicatiemiddel te ontvangen.

.../...

De agenda moet de te behandelen onderwerpen bevatten, alsmede, voor de vennootschappen die een openbaar beroep op het spaarwezen doen of hebben gedaan, de voorstellen tot besluit."

Artikel 570 van het Wetboek van Vennootschappen van zijn kant bepaalt de wijze waarop de algemene vergaderingen van de obligatiehouders worden bijeengeroepen; het is vervangen bij artikel 512 van de programmawet van 27 december 2004 en bepaalt thans het volgende :

"De oproeping voor de algemene vergadering bevat de agenda en wordt gedaan door middel van een aankondiging die ten minste vijftien dagen voor de vergadering geplaatst wordt in het Belgisch Staatsblad en in een nationaal uitgegeven blad. Aan de houders van obligaties op naam worden de oproepingen vijftien dagen voor de vergadering meegedeeld; deze mededeling geschiedt door middel van een ter post aangetekende brief tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een andere communicatiemiddel te ontvangen. Wanneer alle obligaties op naam zijn, kan met mededeling van de oproeping worden volstaan; deze mededeling geschiedt door middel van een ter post aangetekende brief tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een andere communicatiemiddel te ontvangen. De agenda bevat de te behandelen onderwerpen en de voorstellen van besluiten, die aan de vergadering zullen worden voorgelegd."

De vereenvoudiging die het gevolg is van deze nieuwe bepalingen wordt in de memorie van toelichting bij het ontwerp, dat ontstaan heeft gegeven aan de programmawet van 27 december 2004 [2], van de volgende commentaar voorzien :

"Art. 491

Deze bepaling beoogt een vereenvoudiging voor de naamloze vennootschappen, ook indien deze effecten aan toonder hebben uitgegeven. In het laatste geval zijn houders van effecten aan toonder niet steeds bij naam gekend en moeten er daarom bijzondere voorschriften nageleefd worden om ervoor te zorgen dat deze personen verwittigd worden van algemene vergaderingen.(...)

Om de kosten en administratieve lasten voor ondernemingen te verminderen, wordt door deze bepaling de mogelijkheid gecreëerd om voor de jaarvergadering die in de gemeente, op de plaats die is aangegeven in de oprichtingsakte dewelke wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, en op de dag en het uur plaatsvinden die zijn vermeld in de statuten en eveneens bekend gemaakt in het Belgisch Staatsblad (artikel 552 W. Venn.) en - voor wat betreft de dag en het uur - op de aandelen aan toonder (artikel 466 W. Venn.) de oproeping

(2) Gedr. St. , Kamer, zitting 2004-2005, nr. 51, 1437/1, blz. 311 tot 313.

geldig te verrichten door loutere publicatie in het Belgisch Staatsblad. Deze jaarvergadering heeft in de eerste plaats tot doel om de jaarrekening en het verslag van het bestuursorgaan van de vennootschap te behandelen, te stemmen over de kwijting van de bestuurders en, indien de vennootschap een commissaris benoemd heeft, zijn verslag te horen en over zijn kwijting te stemmen. De vennootschappen worden trouwens aangemoedigd om deze informatie ook op hun website ter beschikking te stellen.

Op die manier wordt een lastenverlichting gerealiseerd waar al lang wordt op aangedrongen (zie WYMEERSCH, E., en VAN DER ELST, C., « De werking van de algemene vergadering in de Belgische beursgenoteerde ondernemingen : een empirisch onderzoek », TBH, 1997, 72-92 : « Men ziet niet in waarom een oproeping voor een jaarvergadering moet worden gepubliceerd in de pers, nu deze vergadering elk jaar moet plaatsvinden, op dezelfde datum en meestal op dezelfde plaats en met dezelfde agenda […] Zo de huidige oproepingen enkel dienen om het geheugen op te frissen, kan men een beroep doen op andere, minder kostelijke middelen »).

Voor de bijeenroeping van algemene vergaderingen die niet aan bovenvermelde voorwaarden voldoen, is eveneens in een vereenvoudiging voorzien. Weliswaar dient de vennootschap in dat geval nog steeds een oproeping te publiceren in de pers, maar, in vergelijking met het huidige systeem van 4 krantenpublicaties (tweemaal twee in de regionale en nationale pers) volstaat voortaan één publicatie in een nationale krant (én een bekendmaking in het Belgisch Staatsblad).

Op die manier wordt de wetgeving in België in overeenstemming gebracht met de praktijk in het buitenland : zo volstaat in Frankrijk één enkele publicatie voor niet genoteerde vennootschappen.

De toepasselijke termijnen voor genoteerde vennootschappen worden aangepast zodat de afschaffing van de verplichting tot dubbele oproeping niet leidt tot een inkorting van de minimale oproepingstermijn.

Art. 492

Dit artikel voorziet in een gelijkaardige aanpassing voor algemene vergaderingen van obligatiehouders in een NV."

Deze nieuwe bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen, die de regels inzake bekendmaking van bijeenroepingen van algemene vergaderingen vereenvoudigen, laten geen ruimte voor een verschillende regeling voor op de beurs genoteerde vennootschappen naar Belgisch recht, zoals de afwijkende regeling waarin artikel 5, 1°, van het ontwerp voorziet.

Inzonderheid vanwege artikel 10, § 1, 1° tot 5°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, waarop het ontwerp gegrond is, kan niet op die wijze, bij koninklijk besluit, worden afgeweken van de door het Wetboek van Vennootschappen opgelegde regels.

Bij ontstentenis van enige daartoe bij de wet verleende machtiging, moet artikel 5 van het ontwerp vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS